



RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA
QUALITE DU SERVICE
ASSAINISSEMENT – Année 2018

Table des matières

PREAMBULE.....	4
1 PRESENTATION GENERALE DU SERVICE.....	5
1.1 LES COMPETENCES.....	5
1.2 L'ORGANISATION.....	6
1.2.1 LES ELUS ET LES COMMISSIONS.....	6
1.2.2 LES AGENTS.....	6
2 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	8
2.1 PRESENTATION GENERALE.....	8
2.1.1 LE MODE DE GESTION.....	8
2.1.2 LE TERRITOIRE DESSERVI.....	9
2.1.3 LE PATRIMOINE DU SERVICE.....	10
2.2 LE BILAN D'EXPLOITATION.....	11
2.2.1 LA COLLECTE ET LES EFFLUENTS.....	11
2.2.2 LE TRAITEMENT.....	12
2.2.3 LES BOUES.....	13
2.3 LA TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT.....	13
2.3.1 LES MODALITES DE TARIFICATION.....	13
2.3.2 LE PRIX DE L'ASSAINISSEMENT.....	14
2.4 LES ELEMENTS FINANCIERS.....	14
2.4.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION.....	14
2.4.2 LES TRAVAUX ENGAGES.....	15
2.4.3 L'ETAT DE LA DETTE ET L'AMORTISSEMENT.....	15
2.5 LA RELATION AUX USAGERS.....	15
2.5.1 LA SATISFACTION DES USAGERS.....	15
2.5.2 LES ACTIONS DE SOLIDARITE.....	15
3 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	16
3.1 PRESENTATION GENERALE.....	16
3.1.1 LE MODE DE GESTION.....	16
3.1.2 LE TERRITOIRE DESSERVI.....	16
3.1.3 L'INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	16
3.2 LE PARC DES INSTALLATIONS ANC.....	17
3.3 L'ACTIVITE DU SERVICE 2018.....	18
3.4 LA TARIFICATION ET LES ELEMENTS FINANCIERS.....	19
3.4.1 LA TARIFICATION.....	19

3.4.2	LES ELEMENTS FINANCIERS.....	20
4	LES FAITS MARQUANTS 2018.....	21
5	LES PROJETS 2019.....	21
5.1	LES PROJETS STRUCTURANTS.....	21
5.1.1	EN MATIERE D'ORGANISATION.....	21
5.1.2	LA SECURISATION TARIFAIRE ET LA PROSPECTIVE FINANCIERE	21
5.1.3	LE REGLEMENT DE SERVICE ET LES FORMULAIRES.....	21
5.2	LES ETUDES ET LES TRAVAUX.....	22
5.2.1	DES ETUDES PREALABLES GLOBALES ET STRUCTURANTES	22
5.2.2	DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT	22
5.2.3	LA GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES.....	23
5.3	LA RELATION AUX USAGERS.....	24
5.3.1	LA GESTION DES RECLAMATIONS ET DES REMISES	24
5.3.2	LE SITE WEB.....	25
6	TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS.....	26
	ANNEXE 1 – ORGANIGRAMME PERIMETRES D'INTERVENTION TERRITORIALE	27
	ANNEXE 2 – LISTE DES CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC	28
	ANNEXE 3 – DOCUMENT AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE	29
	ANNEXE 4 – FICHES SYNTHETIQUES.....	30

PREAMBULE

Conformément aux articles D2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Locales, le Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière d'eau potable, doit soumettre à l'avis de son assemblée délibérante un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) pour l'année écoulée, destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport présente, au travers d'indicateurs descriptifs ou de performance définis par décret, des informations relatives au service, dont :

- les caractéristiques techniques,
- la tarification de l'eau et les recettes,
- les résultats de performance,
- le financement des investissements,
- les actions de solidarité et de coopération décentralisée.

La récente prise de la compétence eau et assainissement a fait de l'année 2018 une année de transition, où continuité de service et restructuration des services ont dû être menées de concert.

Afin d'obtenir les données utiles à l'établissement des rapports, il a été nécessaire de structurer leur collecte (définition d'une base de données commune, identification des contributeurs). Pour l'assainissement, le taux de complétude 2018 est d'environ 86 %. Les données et indicateurs présentés couvrent l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion. Leur valeur peut être pondérée ou résulter d'une moyenne ou d'une somme. La complexité de l'exercice mené pour donner une vision globale des services doit conduire à considérer avec précaution l'ensemble des données ainsi consolidées.

Le rapport est mis à disposition des usagers à l'accueil du siège de la Communauté, des Maisons de la Communauté et des différents sites d'exploitation de l'eau et de l'assainissement. Il est également téléchargeable sur le site internet de la Communauté.

Ces données sont également consultables sur le site internet de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement (<http://www.services.eaufrance.fr>).

1 PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

1.1 LES COMPETENCES

Dans le cadre de la loi NOTRe et par délibérations en date du 04/11/2017, du 16/12/2017 et du 15/12/2018, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a décidé d'exercer les compétences liées au cycle de l'eau sur l'ensemble de son territoire. Les enjeux sont majeurs :

- une gestion globale et intégrée de l'eau,
- une mutualisation des compétences,
- une qualité et une proximité de service,
- une harmonisation tarifaire.

Afin d'assurer une continuité de service durant l'année 2018, une organisation transitoire a été mise en place, basée sur la structure existante, le temps de construire le projet de service à l'échelle communautaire.

En matière d'assainissement, cette décision a conduit à un transfert dès le 01/01/2018 de la compétence assurée préalablement par :

- 1 EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), 5 syndicats et 46 communes pour l'assainissement collectif,
- 1 EPCI, 3 syndicats et 8 communes pour l'assainissement non collectif.

En 2018, la gestion de l'assainissement s'exécute à l'échelle de l'Agglomération :

- pour l'assainissement collectif : le contrôle des raccordements au réseau public, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées et de l'élimination des boues produites, avec sur le territoire des deux ex agglomérations Sud Pays Basque et Côte Basque Adour la gestion des eaux pluviales urbaines,
- pour l'assainissement non collectif :
 - o les missions obligatoires de contrôle des installations (conception, exécution des travaux, fonctionnement),
 - o les missions facultatives d'entretien des installations comprenant le traitement des matières de vidange et de coordination des opérations collectives de réhabilitation.

Afin d'assurer une continuité de service durant l'année 2018, une organisation transitoire a été mise en place, basée sur la structuration existante, le temps de construire le projet de service à l'échelle du territoire communautaire.

1.2 L'ORGANISATION

1.2.1 LES ELUS ET LES COMMISSIONS

Outre les instances générales de décision, il existe des commissions spécifiques à la composition plurielle.

La **Commission Cycle de l'Eau**, composée d'élus communautaires et municipaux de tout le Pays Basque, débat et prépare les décisions du Conseil Communautaire et du Conseil Permanent de l'Agglomération.

Les **7 Commissions de Secteur géographique** sont composées d'élus communautaires et municipaux du territoire concerné. Elles analysent et proposent des projets.

Le **Conseil d'Exploitation de la régie de l'assainissement**, composé d'élus communautaires ou municipaux, de représentants des usagers et du personnel, pilote et contrôle la régie.

La **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**, composée d'élus communautaires et de délégués d'associations locales représentatives des usagers, des consommateurs et de la protection de l'environnement, examine l'activité du service et formule des avis. Elle a été créée par délibération du Conseil Communautaire du 17/06/2017.

Enfin, un **Vice-Président** en charge des compétences assainissement et eaux pluviales urbaines à la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels.

1.2.2 LES AGENTS

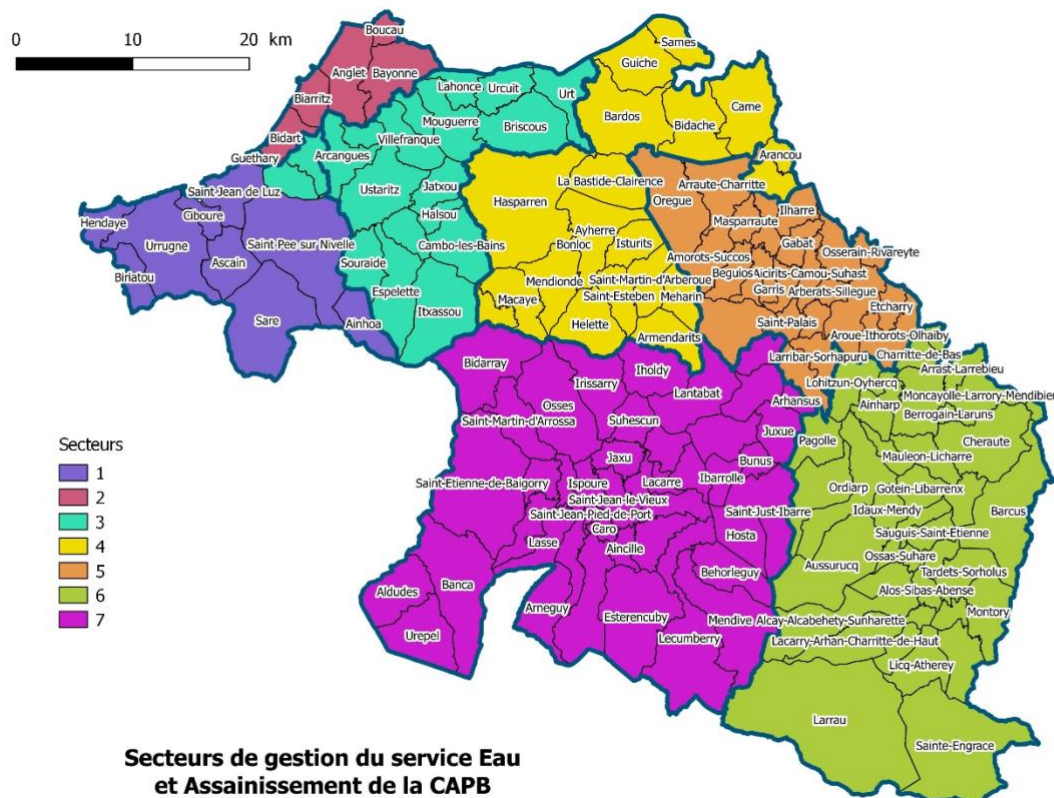
La **Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels** est l'une des sept directions adjointes de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Elle se décompose elle-même en cinq directions et services administratifs :

- Investissement, patrimoine et planification (eau et assainissement),
- Qualité et fonctions support (eau et assainissement),
- Exploitation et régies (eau et assainissement),
- Littoral, milieux naturels,
- Cours d'eau et bassins versants.

Voir en annexe 1 l'organigramme des périmètres d'intervention territoriale de la Direction Générale Adjointe Eau, Littoral et Milieux Naturels (DGA ELMN).

Le territoire est découpé en 7 secteurs géographiques afin d'assurer une efficacité opérationnelle et une proximité de service.



La prise des compétences du cycle de l'eau a entraîné le transfert de plein droit d'agents des collectivités qui remplissaient en totalité leurs fonctions dans le service concerné.

En 2018, ce sont près de **170 agents** qui travaillent au sein de la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels, toutes compétences confondues. Il existe donc une variété de métiers à la technicité avérée : agent d'accueil, terrassier-fontainier, électrotechnicien, automaticien, agent d'exploitation de station d'épuration, chauffeur-égoutier, agent administratif, techniciens chargés des travaux, technicien de laboratoire ou de rivières, ingénieurs ...

2 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2.1 PRESENTATION GENERALE

2.1.1 LE MODE DE GESTION

Le service d'assainissement collectif est exploité en :

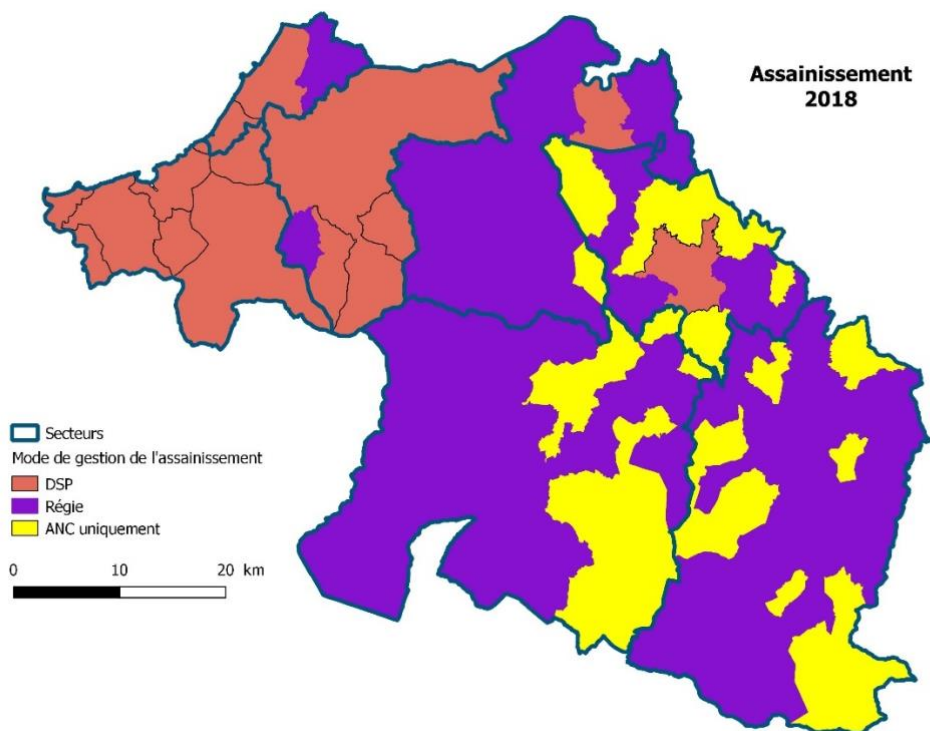
- régie ou régie avec prestation de services (85 communes),
- délégation de service public (38 communes).

Quatre entreprises se répartissent l'exploitation des 14 contrats de délégation de service public d'assainissement collectif :

- AGUR (4 communes),
- SAUR (1 commune),
- SDEPE (6 communes),
- SUEZ (27 communes).

Voir le tableau détaillé des contrats en annexe 2.

La moitié des contrats arrive à échéance en 2019. Ils concernent exclusivement le secteur du Sud Pays Basque et la commune d'Espelette. Une nouvelle consultation de délégation de service public a été lancée en 2018 pour ces 7 contrats.



Dans une volonté de continuité de service à la suite du regroupement des régies communales ou syndicales existantes avant le 01/01/2018, et dans l'attente de la mise en place de l'organisation définitive, des conventions de gestion ont été signées, jusqu'à fin 2019, avec les communes concernées. A titre transitoire, elles permettent d'assurer le service par les équipes et les matériels communaux (avec remboursement par la Communauté).

2.1.2 LE TERRITOIRE DESSERVI

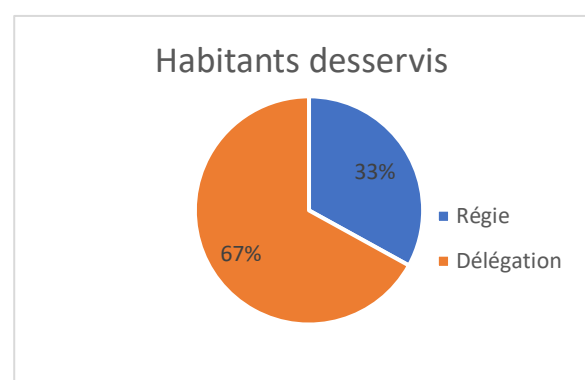
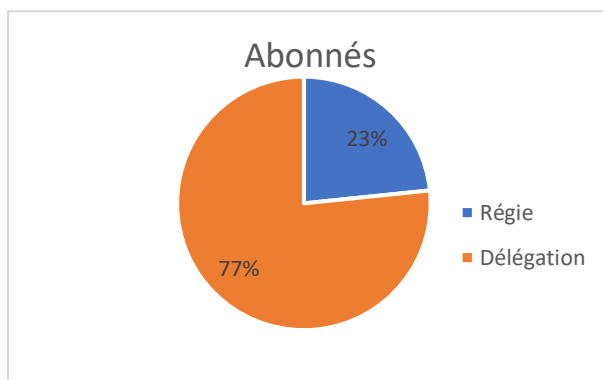
L'ensemble du territoire est couvert par un service d'assainissement. **123 communes** sur les 158 du Pays Basque sont dotées d'un service d'assainissement collectif. Pour les autres communes, le traitement des eaux usées est assuré par des installations autonomes.

261 567 habitants ont leurs effluents collectés par un service d'assainissement collectif, soit un **taux de couverture** sur l'ensemble de la population de **83 %**.

Le **nombre d'abonnés** du service d'assainissement collectif est de **146 701**.

Un abonnement représente 1.78 personnes par habitation.

Avec un réseau de collecte de plus de 1 770 km, la **densité linéaire d'abonnés** atteint **82 abonnés par kilomètre de réseau**, soit 147,7 habitants par km.



2.1.3 LE PATRIMOINE DU SERVICE

2.1.3.1 Le réseau de collecte

Le **linéaire du réseau de collecte** (hors branchements) est estimé à **1 771 km**.

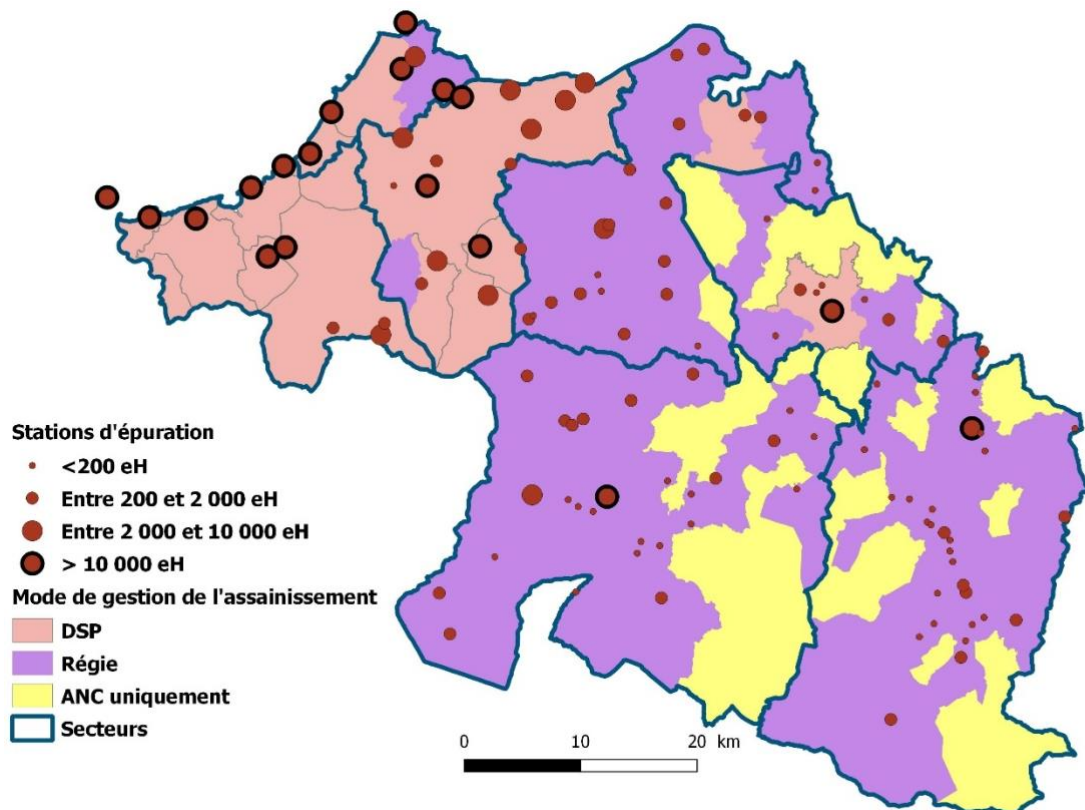
L'Agglomération compte dans son patrimoine des **bassins d'orage** permettant de réguler les flux en temps de pluie. Le volume de ces ouvrages est de l'ordre de **47 000 m³**.

Afin de transférer les flux de zones en contre-bas vers les sites de traitement, le système de collecte comporte **709 postes de relevage**.

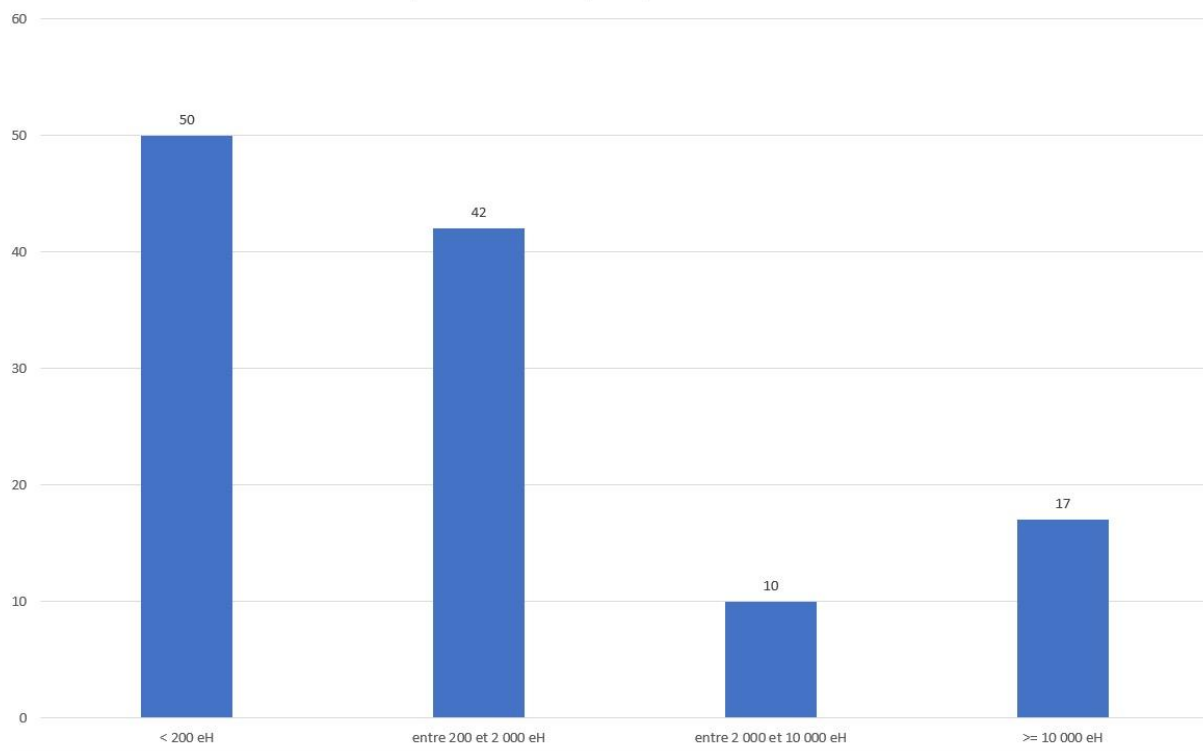
Le niveau de maîtrise du patrimoine est apprécié par l'**indicateur de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées** : en 2018, il atteint la valeur de **70 points** sur un total de 120.

2.1.3.2 Les stations d'épuration des eaux usées

119 stations d'épuration permettent de traiter les eaux collectées. 17 unités de traitement ont une capacité supérieure à 10 000 équivalent habitant (eH).



Répartition des STEP par capacité de traitement



2.2 LE BILAN D'EXPLOITATION

2.2.1 LA COLLECTE ET LES EFFLUENTS

En 2018 et sur l'ensemble du territoire, le **volume total des effluents comptabilisés et traités** dans les unités de traitement est de **32 283 137 m³**.

Le **nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes** de curage ou points noirs est estimé à **4,5 pour 100 km**.

La **connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées** est estimée à **94 points** sur un total de 120.

Le **nombre de conventions signées pour des rejets d'effluents non domestiques** dans le réseau délivrées par la collectivité est de **87**.

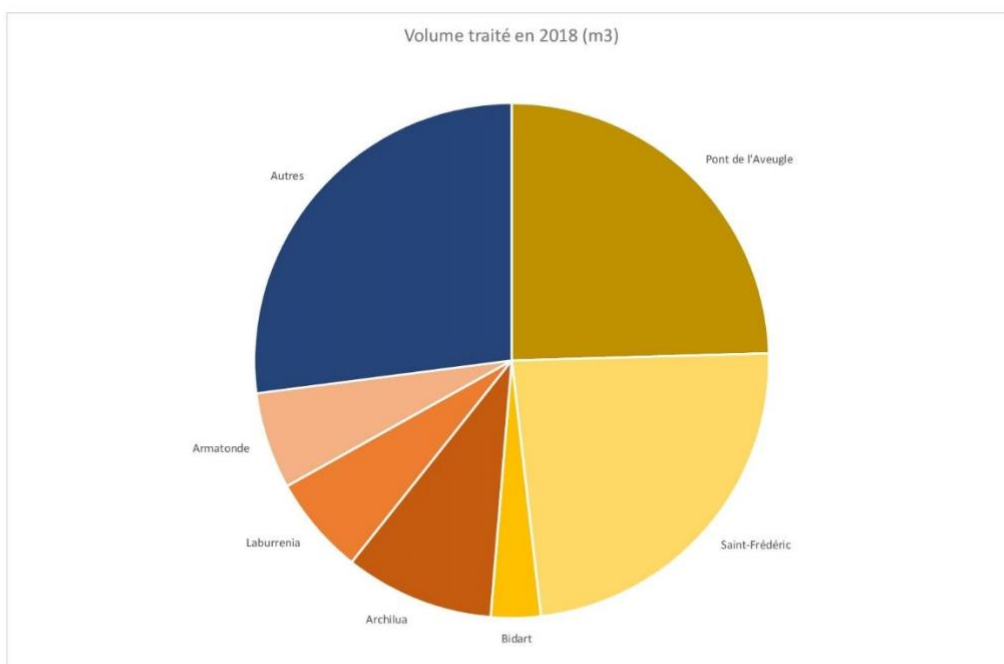
2.2.2 LE TRAITEMENT

La conformité des équipements ou des effluents traités est définie par rapport à :

- des exigences européennes (ERU). La conformité des STEU est pré-renseignée automatiquement par les services de l'Etat à partir des données ROSEAU. Chaque indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant chaque valeur par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées,
- des exigences propres au service définies par arrêté préfectoral. L'indicateur est calculé selon le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement. Il résulte des conformités des seules stations d'épuration du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées par la charge entrante en DBO5.

En 2018 et pour l'ensemble du territoire :

- le taux de **conformité de la performance des ouvrages d'épuration (flux traités) (prescriptions directive ERU)** atteint la valeur de **81,2 %**,
- le taux de la **conformité des équipements d'épuration (prescriptions directive ERU)** atteint la valeur de **86,1 %**,
- le taux de la **conformité de la performance des équipements d'épuration (arrêté préfectoral local)** atteint la valeur de **91,4 %**. Sur les 957 bilans 24H réglementaires réalisés seuls 118 sont non conformes.



Le graphique ci-dessus présente la répartition du volume d'eaux traitées par les stations d'épuration du territoire.

2.2.3 LES BOUES

En 2018 et sur l'ensemble du territoire, la **quantité des boues** issues des stations d'épuration des eaux usées est de **5 679 tonnes de matières sèches (TMS)**.

Ces boues sont ensuite évacuées vers des filières de traitement différentes : incinération, compostage, valorisation agricole, décharge agréée. Toutes les boues ont été évacuées selon une filière conforme.

2.3 LA TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT

2.3.1 LES MODALITES DE TARIFICATION

Dans la majorité des cas, la facture d'assainissement comporte :

- une part dite fixe (abonnement, location de compteur, ...),
- une part variable proportionnelle à la consommation (m³).

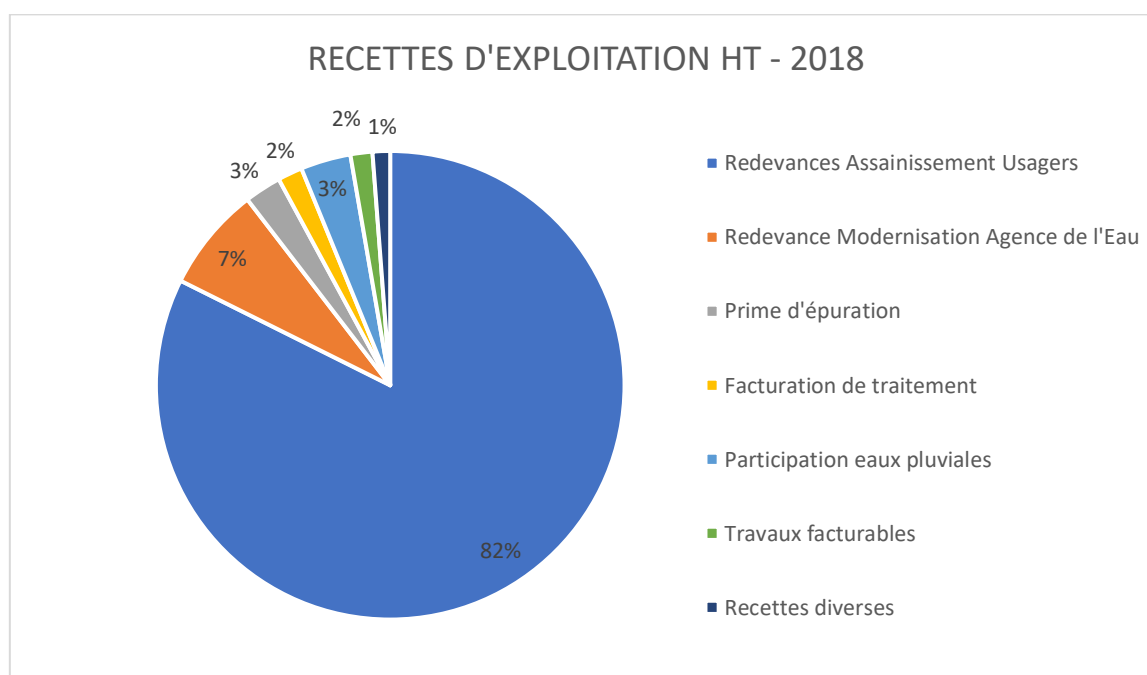
2.3.2 LE PRIX DE L'ASSAINISSEMENT

Suite à la prise de compétence eau et assainissement au 01/01/2018, l'ensemble des tarifs antérieurement appliqués par les autorités organisatrices du territoire (intercommunalités, communes ou syndicats) a été reconduit dans l'attente de la définition d'un schéma d'harmonisation tarifaire dont les études sont actuellement en cours.

2.4 LES ELEMENTS FINANCIERS

2.4.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION

RECETTES D'EXPLOITATION ASSAINISSEMENT COLLECTIF - 2018	
DESIGNATION	MONTANT TOTAL HT
Redevances Assainissement Usagers	30 767 927 €
Redevance Modernisation Agence de l'Eau	2 691 034 €
Prime d'épuration	949 710 €
Facturation de traitement	635 689 €
Participation eaux pluviales	1 293 105 €
Travaux facturables	565 448 €
Recettes diverses	452 230 €
TOTAL	37 355 142 €



Les données nécessaires au calcul du taux d'impayés étant incomplètes, sa valeur n'est pas à ce jour stabilisée ; ce taux est donc indisponible actuellement.

2.4.2 LES TRAVAUX ENGAGES

Le montant des travaux et études engagés est de 24 247 435 € TTC (20 206 196 € HT).

Cette charge est couverte en 2018 par 15,7 % de subventions (3,1 M€ HT).

Voir en annexe 3 la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour Garonne édition 2019 relative notamment à son programme pluriannuel d'intervention.

Le taux de renouvellement des réseaux de l'année 2018 est de 0,34 %. L'indicateur de renouvellement moyen sur les 5 dernières années n'est pas à ce jour disponible. Le suivi de ce taux permet d'apprécier la stratégie d'actions d'un service en matière d'amélioration du rendement de réseau.

2.4.3 L'ETAT DE LA DETTE ET L'AMORTISSEMENT

Suite au transfert de compétence au 01/01/2018, les mises à jour de l'état de la dette et de l'inventaire patrimonial sont en cours de traitement. Les valeurs relatives aux annuités d'emprunt, à la durée d'extinction de la dette et au montant des amortissements seront prochainement disponibles.

2.5 LA RELATION AUX USAGERS

2.5.1 LA SATISFACTION DES USAGERS

Plusieurs indicateurs permettent de mesurer le niveau de service rendu à l'utilisateur. En 2018, et sur l'ensemble du territoire :

- le **taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers** atteint la valeur de **0,055 / 1000 abonnés**,
- le **taux de réclamations écrites** s'élève à **3,4 / 1000 abonnés**. Cette valeur est à prendre avec précaution vu la diversité de leur qualification et de leur suivi en secteurs.

2.5.2 LES ACTIONS DE SOLIDARITE

En 2018, aucun abandon de créances, représentant la part de la solidarité aux plus démunis dans le prix de l'eau, n'a été enregistré.

3 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

3.1 PRESENTATION GENERALE

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est soumis à un cadre réglementaire récent et spécifique s'imposant aux particuliers comme aux collectivités.

3.1.1 LE MODE DE GESTION

Le service d'assainissement non collectif est exploité en régie.

Dans une volonté de continuité de service à la suite du regroupement des régies communales ou syndicales existantes avant le 01/01/2018, et dans l'attente de la mise en place de l'organisation définitive, des conventions de gestion ont été signées, jusqu'à fin 2019, avec les communes concernées. A titre transitoire, elles permettent d'assurer le service par les équipes et les matériels communaux (avec remboursement par la Communauté).

3.1.2 LE TERRITOIRE DESSERVI

158 communes du Pays Basque sont couvertes par le service.

La population totale du territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque est de 315 349 habitants.

En 2018 et sur l'ensemble du territoire le **nombre d'habitants desservis en assainissement non collectif** est estimé à **55 025**, soit 17% de la population totale.

3.1.3 L'INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Cet indicateur, calculé selon des éléments obligatoires et facultatifs, permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

En 2018, il est de **140** points sur un maximum de 140.

3.2 LE PARC DES INSTALLATIONS ANC

Le patrimoine ANC des 158 communes de la CAPB comprend **près de 23 000 installations privées**. La collectivité en charge du SPANC qualifie l'état de ce patrimoine en estimant son taux de conformité. La définition réglementaire de ce dernier traduit l'esprit de pragmatisme technico-économique du dernier arrêté ministériel portant sur la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Cet arrêté du 27 avril 2012 priorise l'action des pouvoirs publics sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental, avec une volonté du meilleur ratio coût-efficacité collective et considère les transactions immobilières comme un vecteur de remise à niveau du parc d'installations. Ainsi, l'arrêté distingue la non-conformité présentant un danger sanitaire ou un risque avéré pour l'environnement de la non-conformité simple.

Pour la première situation, le propriétaire de l'installation d'ANC dispose de 4 années au maximum pour réhabiliter son installation et de 1 année en cas de vente. Pour la seconde situation, le propriétaire n'est tenu de réhabiliter son dispositif d'assainissement individuel qu'en cas de vente. Il dispose alors comme précédemment d'une année pour cela.

Celles qui sont non-conformes avec danger sanitaire ou risque avéré pour l'environnement sont :

- soit des installations incomplètes, significativement sous-dimensionnées ou présentant un dysfonctionnement majeur situées dans une zone à enjeu sanitaire définie par les pouvoirs publics,
- soit des installations présentant un défaut de sécurité sanitaire (exemple : contact direct avec des eaux usées brutes ou prétraitées) ou un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages (ex : corrosion massive des tampons ou de la fosse toutes eaux) ou qui sont situées à moins de 35m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré utilisé pour l'alimentation en eau potable.⁷

Les installations incomplètes, significativement sous-dimensionnées ou présentant un dysfonctionnement majeur mais qui ne sont pas situées dans une zone à enjeu sanitaire définie par les pouvoirs publics sont considérées comme présentant une non-conformité simple.

Les installations d'ANC sans défaut ou avec défaut d'entretien ou d'usure ne sont pas classées non conformes.

Le taux de conformité du parc est défini réglementairement par la somme des installations d'ANC dont la réalisation des travaux a été contrôlée conforme ou dont le contrôle de fonctionnement a conclu à l'absence de danger sanitaire ou de risque avéré pour l'environnement, rapporté au nombre total d'installations au 31/12/2018.

Si en 2018, le taux d'installations d'ANC non conformes, avec ou sans danger sanitaire ou risque environnementale avéré, est estimé à 59,4 % du parc, le **taux de conformité** réglementaire des installations d'ANC atteint quant à lui la valeur de **75,7 %**.

Il convient de considérer avec précaution l'ensemble des données ainsi consolidées au regard de la durée entre deux contrôles de fonctionnement périodiques et de la complexité de l'exercice mené pour donner une vision globale des services.

3.3 L'ACTIVITE DU SERVICE 2018

L'activité du SPANC de la Communauté comprend les missions obligatoires suivantes :

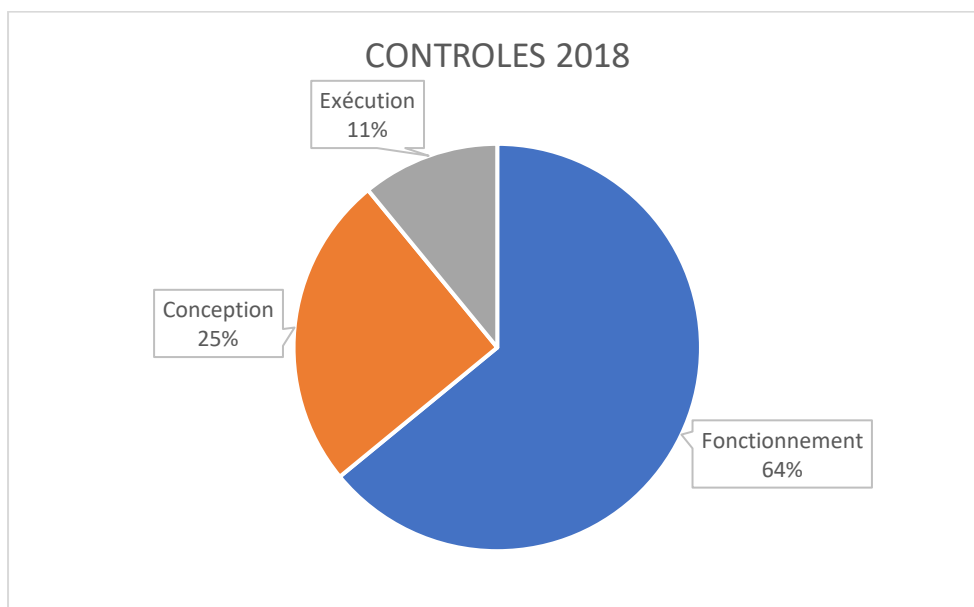
- le contrôle de conception des dispositifs d'assainissement non collectif (ANC) :
 - o vérifier l'adaptation du projet d'assainissement non collectif (ANC) au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi,
 - o vérifier la conformité du projet au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012,
- le contrôle de conception des dispositifs d'ANC :
 - o identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation d'ANC et repérer l'accessibilité,
 - o vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur
- Le contrôle de fonctionnement des dispositifs d'ANC :
 - o vérifier l'existence d'une installation d'ANC,
 - o vérifier son fonctionnement et son entretien,
 - o évaluer les dangers sanitaires et les risques environnementaux,
 - o évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

Le SPANC de la CAPB propose également les services facultatifs suivants :

- l'entretien de dispositif d'ANC,
- le traitement des matières de vidange,
- la coordination d'opérations collectives de réhabilitation.

En 2018 et sur l'ensemble du territoire, ont été réalisés :

- 2 935 contrôles de fonctionnement,
- 756 contrôles de conception,
- 256 contrôles d'exécution.



303 installations ANC ont été entretenues par le SPANC sur demande de l'utilisateur.

3.4 LA TARIFICATION ET LES ELEMENTS FINANCIERS

3.4.1 LA TARIFICATION

La redevance d'assainissement non collectif permet de couvrir les missions obligatoires du service de contrôle (conception, exécution des travaux, fonctionnement). Pour les missions facultatives (entretien, réhabilitation, ...) l'utilisateur paye une prestation.

Dans tous les cas, les modalités et les tarifs sont adoptés par délibération de la collectivité.

La procédure d'harmonisation du service en cours permettra de définir, à l'échelle du Pays Basque, des tarifs communs. En attendant, la facturation est établie sur la base des délibérations prises par les collectivités existantes avant le transfert de compétences du 01/01/2018.

3.4.2 LES ELEMENTS FINANCIERS

Les recettes d'exploitation s'élèvent pour 2018 à un total de 705 824 € HT.

RECETTE	MONTANT HT 2018
Redevance d'assainissement non collectif	545 140 €
Autres prestations de services	47 481 €
Subvention de fonctionnement (Agence de l'Eau Adour Garonne)	113 202 €
TOTAL	705 824 €

Les dépenses d'investissement (études et travaux) s'élèvent pour 2018 à un montant de 47 778 € HT.

4 LES FAITS MARQUANTS 2018

À la suite du transfert, l'année 2018 est l'année de la mise en place d'une nouvelle organisation qui permettra à terme une gestion globale et durable du service.

Les projets engagés antérieurement ont été poursuivis et d'autres projets en vue d'améliorer la qualité du service et les performances des équipements ont été lancés.

Les faits marquants 2018 sont détaillés en annexe 4 sur chaque fiche de secteur.

5 LES PROJETS 2019

5.1 LES PROJETS STRUCTURANTS

5.1.1 EN MATIERE D'ORGANISATION

La structuration des équipes d'exploitation de la DGA ELMN se poursuivra en 2019 avec une installation de chaque agent sur ses missions quand elles sont nouvelles et un travail important sur l'harmonisation du service.

Il est à noter également des changements notables en 2019 relatifs à la gestion du service public d'assainissement avec les contrats du Sud Pays Basque qui arrivent à échéance le 1er mai 2019.

5.1.2 LA SECURISATION TARIFAIRE ET LA PROSPECTIVE FINANCIERE

En 2019, sera menée une étude prospective visant à définir les tarifs cibles de l'eau et de l'assainissement ainsi que le calendrier d'harmonisation tarifaire à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

5.1.3 LE REGLEMENT DE SERVICE ET LES FORMULAIRES

Fin 2019 sera soumis au vote du Conseil Communautaire de la CAPB le règlement de service de l'assainissement, fruit de l'harmonisation de l'ensemble des règlements pré-existants à la fusion et au transfert de la compétence.

Un travail sera également réalisé pour harmoniser les formulaires propres à la régie et qui deviendront communs à tous les secteurs d'exploitation.

5.2 LES ETUDES ET LES TRAVAUX

Une programmation réaliste est établie pour 2019 avec deux objectifs prioritaires : la conformité réglementaire et le maintien du patrimoine.

5.2.1 DES ETUDES PREALABLES GLOBALES ET STRUCTURANTES

En matière d'études préalables structurantes, il faut noter le lancement, la poursuite ou la finalisation de 11 schémas directeurs d'assainissement des eaux usées.

5.2.2 DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

La construction, l'extension ou la rénovation des stations d'épuration ou des bassins d'orage structurants :

- STEP de Bassussarry : travaux de réhabilitation pour un montant estimé de 1 100 k€ HT,
- STEP de Lacarre : réalisation des études de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation,
- STEP de Louhossoa : travaux d'extension pour un montant estimé de 850 k€ HT,
- STEP Marbella (Biarritz) : travaux de pérennisation du traitement tertiaire pour un montant estimé de 600 k€ HT,
- STEP Saint-Bernard : poursuite des études de maîtrise d'œuvre et lancement des travaux d'extension / reconstruction de la station d'épuration dès l'automne 2019,
- STEP de St Frédéric : lancement des études de maîtrise d'œuvre pour la création d'un bassin de stockage de 1 800 m³ en amont de la station d'épuration,
- STEP de Saint-Pée sur Nivelle : études de maîtrise d'œuvre pour la démolition et la création d'une nouvelle station d'épuration de capacité supérieure,
- STEP de Viodos-Abense de Bas : lancement des études préalables à la réhabilitation,
- La réhabilitation des réseaux d'eaux usées sur l'ensemble du Pays Basque, à l'occasion notamment de la mise en séparatif des réseaux d'assainissement et des eaux pluviales.

Plusieurs opérations d'envergure sont à citer. Elles concernent :

- Anglet :
 - rues Hourticq, Bastan et Golf pour un montant estimé de 900 k€ HT,
 - quartier Larochefoucauld pour un montant estimé total de l'opération de renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable de 750 k€ HT,
 - réhabilitation du poste de refoulement terminal Adour et reconfiguration des réseaux pour un montant estimé de 1000 k€ HT,
- Boucau : rue Georges Lassalle pour un montant estimé total de l'opération de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable de 770 k€ HT,
- Ciboure : rue du Commandant Passicot pour un montant estimé de 550 k€ HT,
- Hendaye :
 - Boulevard du Général de Gaulle pour un montant estimé de l'opération complète de renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable de 1 500 k€ HT (zones n°1 et 2),
 - Quartier amont de la Baie de Txingudi (poste de refoulement des Tulipiers) : mise en séparatif et réhabilitation des réseaux pour un montant estimé de 1000 k€ HT,
- Saint-Palais/Behasque : mise en séparatif de l'avenue Arthez de Béarn.

5.2.3 LA GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES

5.2.3.1 *Des évolutions législatives récentes*

Les textes législatifs et réglementaires intervenus dans le courant de l'année 2018 induisent des changements à prendre en compte en ce qui concerne les eaux pluviales urbaines. Il s'agit de la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes (dite Loi Ferrand) précisée par l'instruction ministérielle du 28 août 2018 relative à son application. Le législateur introduit, à ce titre, une nouvelle compétence distincte de la compétence « assainissement », la gestion des eaux pluviales urbaines, devant être exercée à titre obligatoire à compter du 1er janvier 2020 par les communautés d'agglomération, sans remise en question ni de leur définition ni de leurs modalités de financement.

Ainsi, à compter de la publication de la loi et jusqu'au 1er janvier 2020, la gestion des eaux pluviales urbaines devient une compétence facultative des communautés d'agglomération. Dans l'intervalle, la Communauté d'Agglomération Pays Basque gère intégralement les eaux pluviales urbaines sur les 17 communes des deux anciennes intercommunalités Sud Pays Basque et Côte Basque Adour, car déjà compétentes avant la création de la CAPB.

5.2.3.2 Les orientations pour 2019

Sur le territoire des deux ex-communautés d'agglomération, les opérations visant à réduire le débordement par ruissellement urbain se poursuivent, dans le respect de la programmation des schémas directeur des eaux pluviales et de la coordination avec les autres travaux de réseaux ou de voirie.

Pour le reste du territoire, les opérations sur lesquelles la CAPB s'était engagée financièrement avant le vote de la loi Ferrand seront poursuivies. Cela concerne notamment des travaux au niveau des bourgs de Chéraute, Lahonce, Briscous et Irissarry et l'élaboration ou la révision des schémas directeurs des eaux pluviales sur le Sud Pays Basque, Côte Basque Adour, Cambo les Bains, Espelette, Amikuze et l'agglomération de Mauléon Licharre.

Enfin, un état des lieux sera dressé sur la totalité du Pays Basque pour établir une base de connaissance des réseaux d'eaux pluviales et faire une première évaluation de charges. Les informations concernant les zones urbanisées à intégrer dans le périmètre d'exercice de la compétence seront également recherchées.

L'état des lieux du patrimoine et la définition des zones urbanisées concernées par la gestion des eaux pluviales urbaines requiert un travail important de collecte des données qui sera assuré pour l'essentiel en direct par les services de la DGAELMN avec le concours des communes. La consolidation des données, la confection des plans et l'analyse des charges seront quant à elles externalisées.

5.3 LA RELATION AUX USAGERS

5.3.1 LA GESTION DES RECLAMATIONS ET DES REMISES

La gestion des réclamations et des remises gracieuses sera harmonisée sur l'ensemble du territoire.

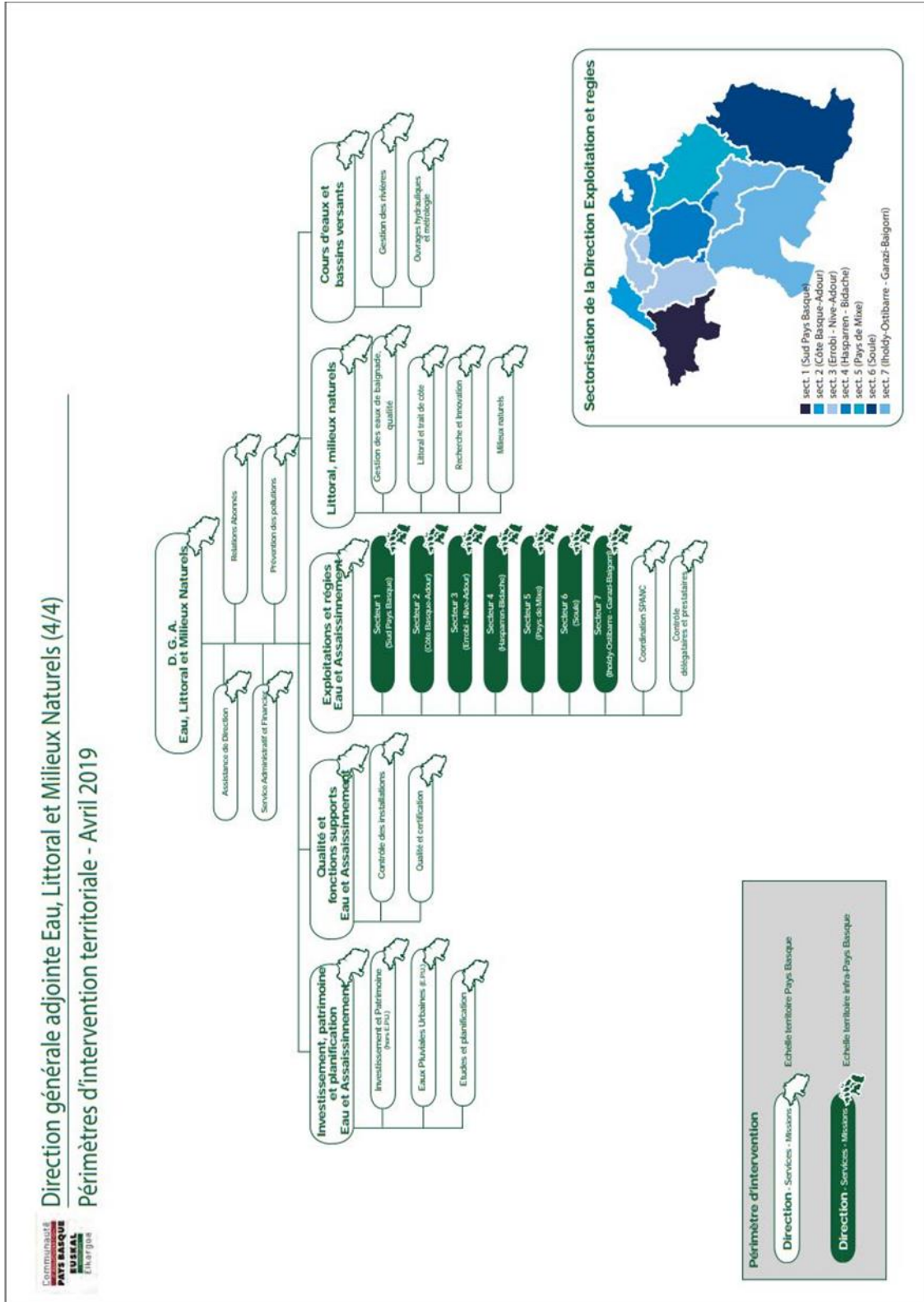
5.3.2 LE SITE WEB

Le site web de la Communauté d'Agglomération Pays Basque fera l'objet d'une refonte totale et intégrera une rubrique spécifique à la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels.

6 TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS

ASSAINISSEMENT COLLECTIF				
THEME	TYPE D'INDICATEUR	CODE	LIBELLE	VALEUR 2018
Abonnés	Descriptif	D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	261 567
Réseau	Descriptif	D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	87
Boue	Descriptif	D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	5 679 tonnes
Abonnés	Descriptif	D204.0	Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	voir tarifs SISPEA
Abonnés	Performance	D201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	84,7%
Réseau	Performance	P202.B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	70/120
Epuration	Performance	P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	86,1%
Epuration	Performance	P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	81,2%
Boue	Performance	P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100%
Gestion financière	Performance	P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité	0
Abonnés	Performance	P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (sur 1000 abonnés)	0,055
Réseau	Performance	P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	4,5
Réseau	Performance	P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0,34%
Epuration	Performance	P254.3	Conformité des équipements d'épuration au regard des prescriptions individuelles de l'acte individuel	91,4%
Collecte	Performance	P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	94/120
Gestion financière	Performance	P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	non disponible
Gestion financière	Performance	P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	non disponible
Abonnés	Performance	P258.1	Taux de réclamations (pour 1000 abonnés)	3,4
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF				
THEME	TYPE D'INDICATEUR	CODE	LIBELLE	VALEUR 2018
Service	Descriptif	D301.3	Estimation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif	55 025
Service	Descriptif	D302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	140/140
Conformité	Performance	P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	75,7%

ANNEXE 1 – ORGANIGRAMME PERIMETRES D'INTERVENTION TERRITORIALE



ANNEXE 2 – LISTE DES CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

SECTEUR	DELEGATAIRE	CONTRAT	NOMBRE DE COMMUNE(S)	COMMUNE(S)	DATE D'ECHEANCE
1 rattaché au 3 pour les données	SUEZ	AHETZE- ARBONNE	2	AHETZE / ARBONNE	31/12/2020
1	AGUR	HAUTE VALLEE NIVELLE	3	AINHOA / ST PEE SUR NIVELLE / SARE	30/04/2019
1	SUEZ	ASCAIN	1	ASCAIN	30/04/2019
1	SUEZ	GUETHARY / TRAITEMENT CENITZ	0	GUETHARY	30/04/2019
1	SUEZ	HENDAYE ELARGI	3	BIRIATOU / HENDAYE / GUETHARY	30/04/2019
1	SUEZ	ST JEAN DE LUZ / CIBOURE	2	ST JEAN DE LUZ / CIBOURE	30/04/2019
1	AGUR	URRUGNE	1	URRUGNE	30/04/2019
2	SUEZ	ANGLET/BIARRITZ	2	ANGLET / BIARRITZ	31/12/2023
2	SUEZ	BIDART	1	BIDART	31/12/2021
3	SUEZ	ESPELETTE	1	ESPELETTE	31/12/2019
3	SUEZ	CAMBO LES BAINS	1	CAMBO LES BAINS	31/12/2026
3	SUEZ	ZONE NIVE ADOUR ERROBI (URA)	14	ARCANGUES – BASSUSSARRY – BRISCOUS – HALSOU – ITXASSOU – JATXOU – LAHONCE – LARRESSORE – MOUGUERRE – ST PIERRE D'IRUBE – URCUIT – URT – USTARITZ – VILLEFRANQUE	31/12/2020
4	SAUR	BIDACHE	1	BIDACHE	31/12/2020
5	SDEPE	ZONE ST PALAIS	6	AICIRITS CAMOU SUHAS – AMENDEUIX ONEIX – BEHASQUE LAPISTE – GARRIS – LUXE SUMBERRAUTE – ST PALAIS	31/12/2023

ANNEXE 3 – DOCUMENT AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE

Ci-après la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour Garonne édition 2019 (chiffres 2018).

ANNEXE 4 – FICHES SYNTHETIQUES

Ci-après les fiches synthétiques pour :

- l'assainissement collectif :
 - la collectivité Communauté d'Agglomération Pays Basque,
 - la régie de l'assainissement collectif,
 - les 7 secteurs d'exploitation,
- l'assainissement non collectif :
 - la collectivité Communauté d'Agglomération Pays Basque,

L'article 161 de la loi modifie l'article L.2224-5 du CGCT, lequel impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition 2019
CHIFFRES 2018

L'agence de l'eau vous informe



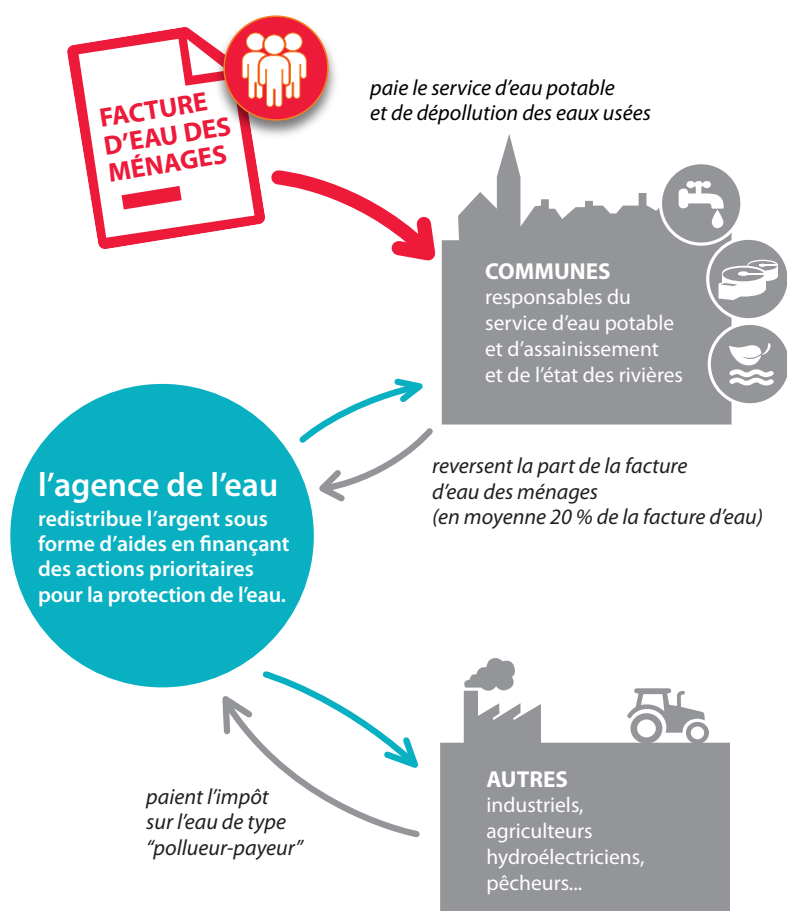
LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2015, le prix moyen de l'eau sur le bassin Adour-Garonne était de 3,96 €TTC/m³ (Source SISPEA).

La part des redevances perçues par l'agence de l'eau représente en moyenne 20% du montant de la facture d'eau.

Les autres composantes de la facture d'eau sont :

- la facturation du service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- la facturation du service de collecte et de traitement des eaux usées
- la contribution aux autres organismes publics (VNF)
- la TVA



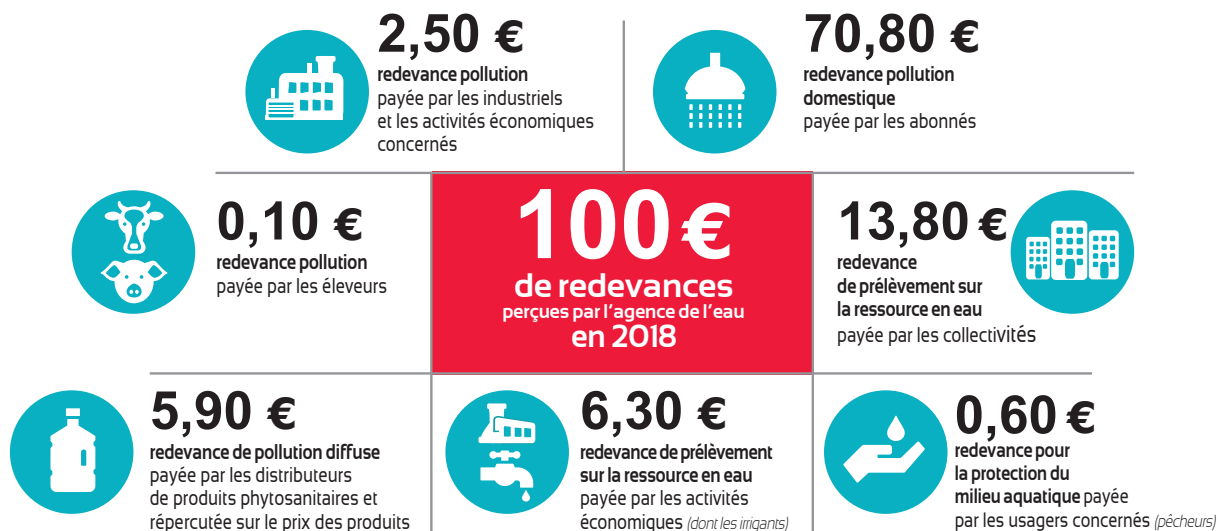
POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (consommateurs, activités économiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006).

La majeure partie des redevances est perçue via la facture d'eau payée par les abonnés domestiques aux services des eaux (mairies ou syndicats d'eau ou leurs délégataires). Chaque habitant contribue ainsi individuellement à cette action au service de l'intérêt commun et de l'environnement, au travers du prix de l'eau.

QUI PAIE QUOI À L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE ?

En 2018, le montant global des redevances de l'agence de l'eau s'est élevé à environ 290 M€ dont 245 M€ en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

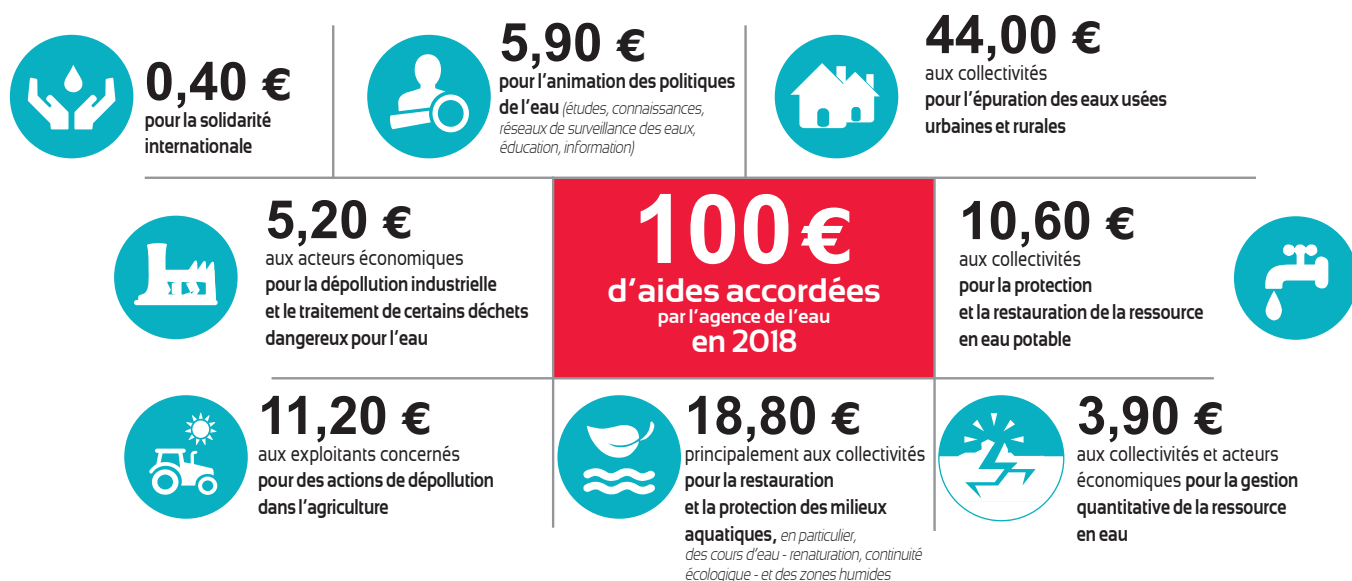


Redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau en 2018 ?

LES AIDES DE L'AGENCE*

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2018, elles ont représenté 347 M€ environ.



Aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau en 2018 ?

* S'y ajoutent le prélèvement opéré par l'Etat, le financement des opérateurs de la biodiversité (AFB et ONCFS) et le fonctionnement de l'Agence.

EXEMPLES D' ACTIONS AIDÉES EN 2018 PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

POUR DÉPOLLUER LES EAUX

En 2018, environ 150 M€ d'aides ont été consacrés à la résorption des pollutions domestiques, ainsi :

- 47 nouvelles stations d'épuration ont été mises en fonctionnement. Elles permettent de traiter les rejets de 86 000 EH (équivalent habitants).
- Près de 1700 installations d'assainissement non collectif ont été réhabilitées avec l'aide de l'agence.

POUR LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS INDUSTRIELLES ET TOXIQUES

Un important effort en matière de réduction des pollutions est fait dans le domaine industriel. En effet, 18 M€ d'aides ont été accordées par l'Agence en 2018, ce qui permettra :

- La réduction des rejets de plus de 165 tonnes annuelles de DCO (demande chimique en oxygène).

En 2018, quasiment tous les investissements (ou études) financés par l'agence de l'eau ont porté sur des masses d'eau en état dégradé.

POUR PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU POTABLE

En 2018, 35 M€ d'aides ont été consacrés à l'eau potable, ainsi :

- 39 procédures de mise en place de périmètre de protection de captage d'eau potable ont été lancées,
- Des travaux ont été engagés sur 97 captages d'eau potable,
- 66 unités de distribution non conformes ont été supprimées,
- A noter également les aides sur les plans d'action territoriaux ci-après.

POUR RESTAURER ET PROTÉGER LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES, LA BIODIVERSITÉ, LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA GESTION DES EFFETS CLIMATIQUES

En 2018, environ 65 M€ d'aides ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :

- Plus de 2000 km de cours d'eau ont pu être restaurés,
- Près de 130 ouvrages du bassin ont été équipés en vue d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et le bon déroulement du transport des sédiments).

AGRICULTURE

Plus de 37 M€ ont été consacrés en 2018 à la lutte contre les pollutions diffuses, dont notamment :

- Près de 21 M€ de conversion à l'agriculture biologique CAB pour 616 exploitations,
- 5 M€ d'aide dans le cadre d'Ecophyto II (2,3 M€ pour l'acquisition de matériel innovant ou de substitution et 2,7 M€ pour les « groupes 30 000 » et démarches collectives),
- Le bassin compte 81 captages prioritaires identifiés en 2016 dans le SDAGE (sur les 1000 identifiés actuellement sur l'ensemble du territoire français) : une démarche de reconquête de la qualité de l'eau brute est engagée sur tous les captages qui le nécessitaient : une aire d'alimentation a été délimitée, et 54 captages font d'ores et déjà l'objet d'un plan d'action adapté pour modifier les pratiques des agriculteurs en faveur de la protection de la ressource en eau.

POUR LA GESTION SOLIDAIRE DES EAUX

- Sur le bassin, 54 M€ d'aides ont été attribués en faveur des collectivités rurales, spécifiquement dans le cadre de la solidarité entre territoires urbains et ruraux.
- A l'international, 24 projets ont été soutenus dans plus de 20 pays différents.



PROGRAMME
2013/2018

BILAN DU 10^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION DE L'AGENCE

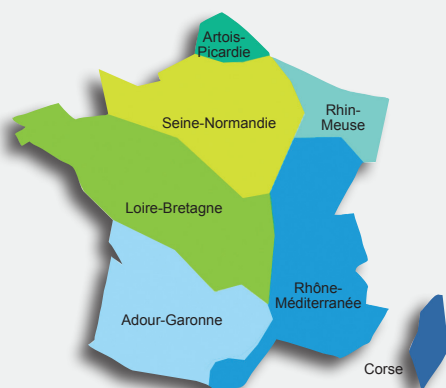
1,7 milliard d'aides ont été accordées entre 2013 et 2018.

Des réussites comme la protection des captages ainsi que l'aide à la conversion au bio et à la réduction des pollutions domestiques notamment sont des avancées dans la poursuite des objectifs DCE.



RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2018

DE L'AGENCE DE L'EAU
ADOUR-GARONNE



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux — SDAGE — en application de la DCE — Directive Cadre sur l'Eau —, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale :

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des SDAGE.

Les **six agences de l'eau françaises** sont des **établissements publics du ministère chargé de l'environnement**. Elles regroupent **1 700 collaborateurs** et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.



L'agence de l'eau Adour-Garonne

La carte d'identité du bassin Adour-Garonne

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).

Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.

Sur ses 6 800 000 habitants, 30 % vivent en habitat éparés.

C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelque 7 000 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
90 rue du Férétra
CS 87801
31078 Toulouse cedex 4

Tél. 0561 363738
Fax 0561 363728

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne : www.eau-adour-garonne.fr



@Adour_Garonne



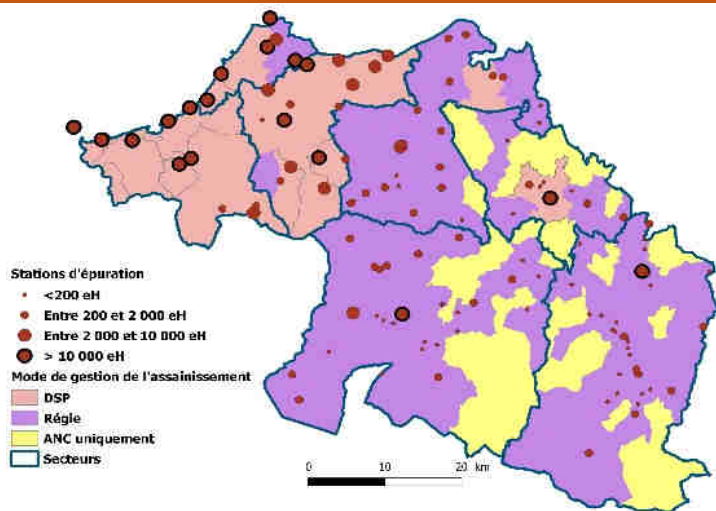
La qualité des rivières sur smartphone et tablette

Toutes les données sur la qualité des eaux des rivières, et les poissons qui les peuplent, peuvent être consultées depuis un smartphone et une tablette sur le terrain.



Téléchargez l'application gratuitement
Flashez directement le QRCode
L'application "Qualité des rivières" est disponible gratuitement sur iPhone, iPad et sur les terminaux sous système d'exploitation Android.





123
communes
308 908
habitants

Taux de complétude des
données : 86 %

1 - Présentation du service d'assainissement

261 567 habitants desservis par le service

83% de couverture

1 770,63 km de canalisations

147,7 Hab/km

119 stations d'épuration

32 283 137 m3 traités

47 066 m3 de capacité de stockage tampon

709 postes de refoulement

87 autorisations de déversement d'établissement industriel

33% en Régie

67% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

146 701 abonnés

1,78 Hab/Abo

0,055 débordement pour 1000 abonnés

3,4 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

70/120 d'indice de connaissance patrimoniale
94/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0,34% de renouvellement des réseaux dans l'année
166,79 km de réseaux curés, soit 9,4 %
22,8 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
4,5 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

81,2% des flux traités conformément aux exigences européennes

86,1% d'équipements conformes

957 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

91,4% de bilans conformes aux arrêtés locaux **118 NC**

5 679 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

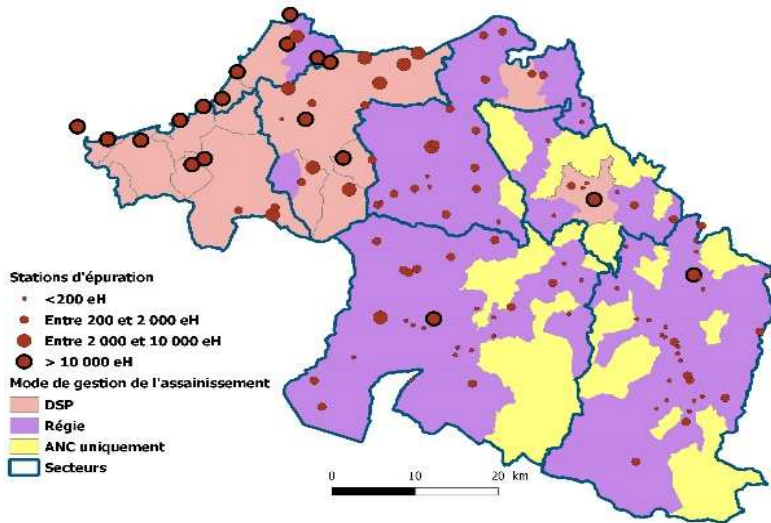
5 - Indicateurs financiers

37 355 142 € HT de recettes d'exploitation

30 767 927 € HT de red. Assainissement Usagers	82,4%
2 691 034 € HT de redevance Modernisation	7,2%
949 710 € HT de prime d'épuration	2,5%
635 689 € HT de facturat° de traitement	1,7%
1 293 105 € HT de participation Eaux pluviales	3,5%
565 448 € HT de travaux facturables	1,5%
452 230 € HT de recettes diverses	1,2%

20 206 196 € HT d'études & travaux **6,8%** par les contrats de DSP

3 177 032 € HT de subventions d'équipement **15,7%**



85
communes

110 136
habitants

Taux de complétude des
données de la fiche : 86 %

1 - Présentation du service d'assainissement

86 357 habitants desservis par le service

78% de couverture

498.37 km de canalisations

173.3 Hab/km

91 stations d'épuration

12 822 986 m3 traités

8 150 m3 de capacité de stockage tampon

280 postes de refoulement

33 autorisations de déversement d'établissement industriel

2 - Le service rendu aux usagers

34 281 abonnés

2.52 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

3 - Collecte des effluents

47/120 d'indice de connaissance patrimoniale
93/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.57% de renouvellement des réseaux dans l'année
2.65 km de réseaux curés, soit 0.5 %
2.2 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
7.6 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

90.1% des flux traités conformément aux exigences européennes

89.0% d'équipements conformes

355 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

91.0% de bilans conformes aux arrêtés locaux **36 NC**

2 681 t de boues produites (100 % évacuées vers une filière conforme)

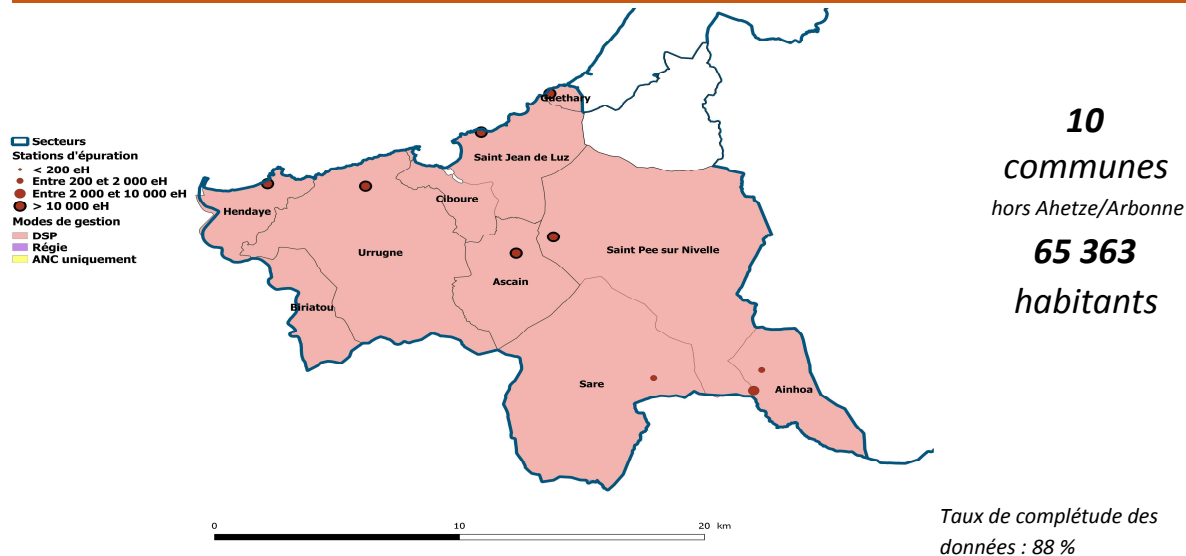
5 - Indicateurs financiers

11 831 189 € HT de recettes d'exploitation

9 482 061 € HT de red. Assainissement Usagers	80.1%
316 348 € HT de redevance Modernisation	2.7%
725 886 € HT de prime d'épuration	6.1%
Pas de factur ^o de traitement	
982 166 € HT de participation Eaux pluviales	8.3%
31 448 € HT de travaux facturables	0.3%
293 280 € HT de recettes diverses	2.5%

4 565 811 € HT d'études & travaux

958 724 € HT de subventions d'équipement	21.0%
--	-------



1 - Présentation du service d'assainissement

60 158 habitants desservis par le service

92% de couverture

489.39 km de canalisations

122.9 Hab/km

9 stations d'épuration

7 324 668 m³ traités comptabilisés

10 716 m³ de capacité de stockage tampon

131 postes de refoulement

17 autorisations de déversement d'établissement industriel

100% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

42 343 abonnés

1.42 Hab/Abo

0.025 débordement pour 1000 abonnés

5.1 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

77/120 d'indice de connaissance patrimoniale
100/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.24% de renouvellement des réseaux dans l'année
82.89 km de réseaux curés, soit 16.9 %
42.7 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
4.7 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

38.2% des flux traités conformément aux exigences européennes

60.7% d'équipements conformes

294 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

91.0% de bilans conformes aux arrêtés locaux **46 NC**

1 323 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

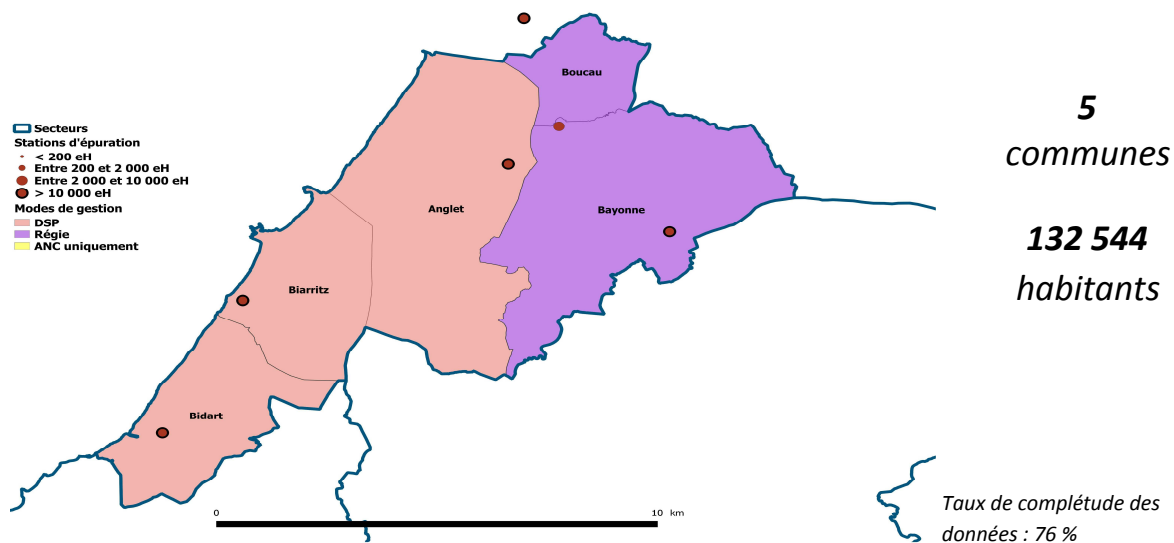
12 711 363 € HT de recettes d'exploitation

10 938 304 € HT de red. Assainissement Usagers	86.1%
775 273 € HT de redevance Modernisation	6.1%
56 300 € HT de prime d'épuration	0.4%
533 733 € HT de facturat° de traitement	4.2%
282 386 € HT de participation Eaux pluviales	2.2%
112 719 € HT de travaux facturables	0.9%
12 648 € HT de recettes diverses	0.1%

4 090 543 € HT d'études & travaux 18.6% par les contrats de DSP

6 - Faits marquants de l'année

- Diagnostic permanent aux Joncaux à Hendaye engageant la réhabilitation de réseau rue de l'Industrie pour limiter les volumes d'eaux claires parasites



1 - Présentation du service d'assainissement

129 508 habitants desservis par le service

98% de couverture

579.82 km de canalisations

223.4 Hab/km

5 stations d'épuration

19 892 553 m³ traités comptabilisés

34 850 m³ de capacité de stockage tampon

206 postes de refoulement

17 autorisations de déversement d'établissement industriel

45% en Régie

55% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

68 916 abonnés

1.88 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

3.1 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

75/120 d'indice de connaissance patrimoniale
100/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.26% de renouvellement des réseaux dans l'année
48.57 km de réseaux curés, soit 8.4 %
14.3 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
5.7 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

100.0% des flux traités conformément aux exigences européennes

96.6% d'équipements conformes

404 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

97.0% de bilans conformes aux arrêtés locaux **12 NC**

3 449 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

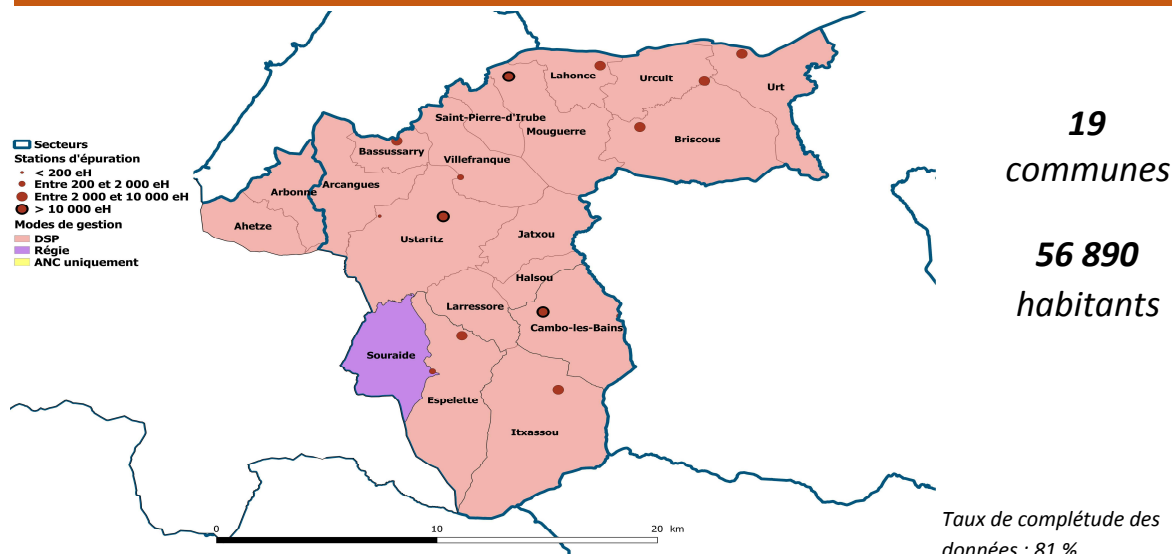
15 779 192 € HT de recettes d'exploitation

12 818 208 € HT de red. Assainissement Usagers	81.2%
1 164 477 € HT de redevance Modernisation	7.4%
466 334 € HT de prime d'épuration	3.0%
101 956 € HT de facturat° de traitement	0.6%
1 008 219 € HT de participation Eaux pluviales	6.4%
87 082 € HT de travaux facturables	0.6%
132 915 € HT de recettes diverses	0.8%

11 682 244 € HT d'études & travaux 2.7% par les contrats de DSP

6 - Faits marquants de l'année

- Travaux de renouvellement de réseaux sur l'ensemble du secteur (mise en séparatif quartier des Arènes à Bayonne)
- Optimisation des postes secteur pont de l'Aveugle à Anglet
- Bassin d'orage Thermes Salins / Ecole à Biarritz



1 - Présentation du service d'assainissement

41 255 habitants desservis par le service

73% de couverture

356.04 km de canalisations

115.9 Hab/km

13 stations d'épuration

2 890 804 m³ traités comptabilisés

Pas de bassin de stockage

171 postes de refoulement

16 autorisations de déversement d'établissement industriel

3% en Régie

97% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

19 288 abonnés

2.14 Hab/Abo

0.315 débordement pour 1000 abonnés

2.4 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

87/120 d'indice de connaissance patrimoniale
100/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.25% de renouvellement des réseaux dans l'année
27.70 km de réseaux curés, soit 7.8 %
26.7 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
0.8 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

87.0% des flux traités conformément aux exigences européennes

87.0% d'équipements conformes

175 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

80.0% de bilans conformes aux arrêtés locaux

34 NC

510 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

5 846 665 € HT de recettes d'exploitation

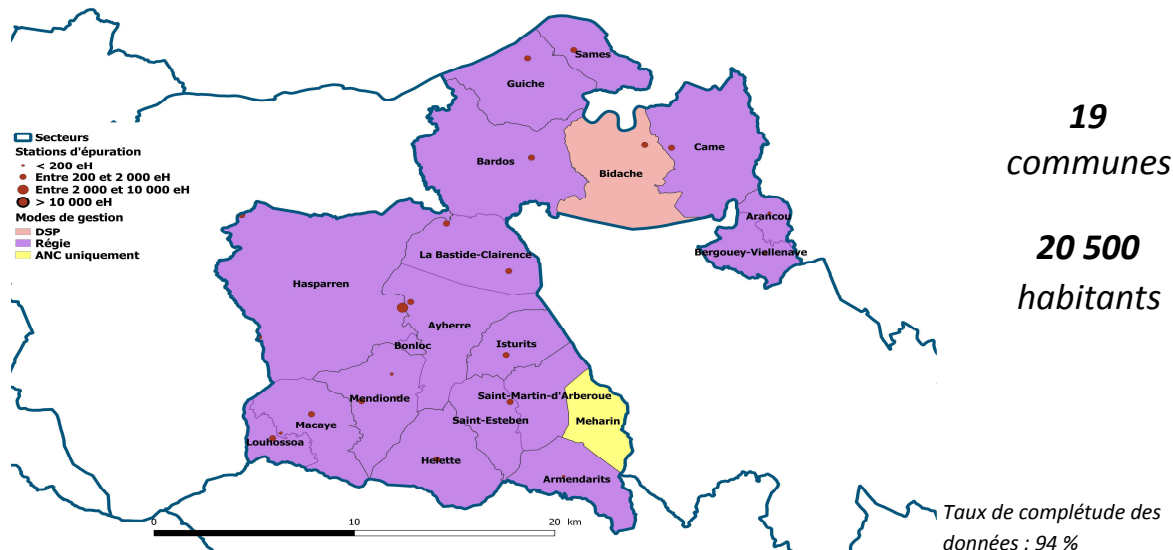
4 818 873 € HT de red. Assainissement Usagers	82.4%
501 906 € HT de redevance Modernisation	8.6%
179 500 € HT de prime d'épuration	3.1%
Pas de factur° de traitement	
Pas de participation Eaux pluviales	0.0%
332 999 € HT de travaux facturables	5.7%
13 387 € HT de recettes diverses	0.2%

3 208 452 € HT d'études & travaux

8.8% par les contrats de DSP

6 - Faits marquants de l'année

- Poursuite des schémas directeurs à Espelette et Cambo-les-Bains
- Renouvellement des réseaux (EU et EP) sur le lotissement Andurandeguy à Souraide
- Travaux de réhabilitation : secteurs Delbarre, Oyhamburua, Pouponnière, Maldan, Talextxea, Edmond Rostand, Marroniers, Bekikatenia, Orguilaenia et bas-Cambo



1 - Présentation du service d'assainissement

11 089 habitants desservis par le service

54% de couverture

116.03 km de canalisations

95.6 Hab/km

26 stations d'épuration

631 203 m³ traités comptabilisés

500 m³ de capacité de stockage tampon

65 postes de refoulement

8 autorisations de déversement d'établissement industriel

88% en Régie

12% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

4 881 abonnés

2.27 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

0.6 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

61/120 d'indice de connaissance patrimoniale
100/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.03% de renouvellement des réseaux dans l'année
0.68 km de réseaux curés, soit 0.6 %
6.0 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
2.5 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

100.0% des flux traités conformément aux exigences européennes

100.0% d'équipements conformes

12 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

100.0% de bilans conformes aux arrêtés locaux **0 NC**

119 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

789 544 € HT de recettes d'exploitation

333 481 € HT de red. Assainissement Usagers 42.2%

21 081 € HT de redevance Modernisation 2.7%

133 716 € HT de prime d'épuration 16.9%

Pas de factur° de traitement

Pas de participation Eaux pluviales 0.0%

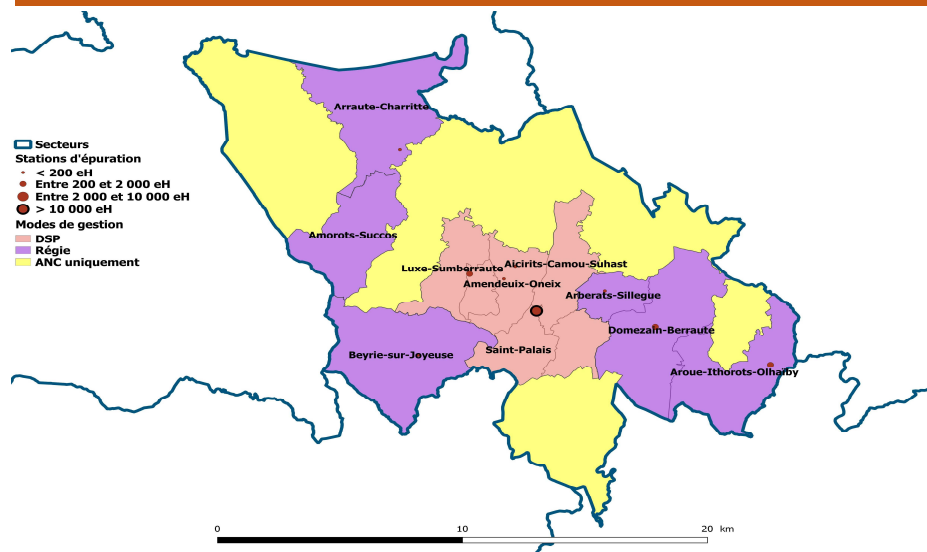
32 648 € HT de travaux facturables 4.1%

268 618 € HT de recettes diverses 34.0%

229 381 € HT d'études & travaux 1.2% par les contrats de DSP

6 - Faits marquants de l'année

- Fin du schéma directeur d'assainissement de Bidache, Armendarits, Macaye et Isturits
- Poursuite étude réhabilitation STEP Bardos, Louhossoa et Mendionde



12
communes

6 521
habitants

Taux de complétude des
données : 83 %

1 - Présentation du service d'assainissement

2 505 habitants desservis par le service

38% de couverture

47.17 km de canalisations

53.1 Hab/km

10 stations d'épuration

326 662 m³ traités comptabilisés

1 000 m³ de capacité de stockage tampon

23 postes de refoulement

13 autorisations de déversement d'établissement industriel

8% en Régie

92% en DSP

2 - Le service rendu aux usagers

2 000 abonnés

1.25 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

6.0 réclamations pour 1000 abonnés

3 - Collecte des effluents

14/120 d'indice de connaissance patrimoniale
85/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
4.54% de renouvellement des réseaux dans l'année
4.96 km de réseaux curés, soit 10.5 %
21.2 désobstructions (réseau et branchements)/100 km
12.7 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Épuration des effluents

33.2% des flux traités conformément aux exigences européennes

35.6% d'équipements conformes

12 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

91.7% de bilans conformes aux arrêtés locaux **1 NC**

49 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

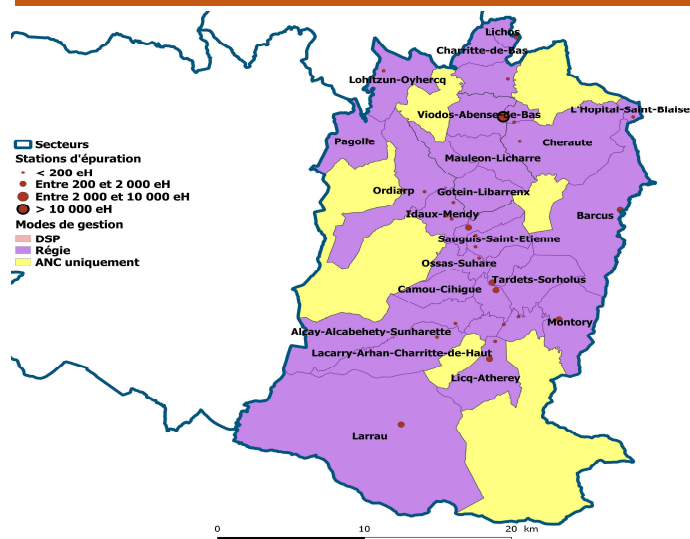
452 505 € HT de recettes d'exploitation

440 802 € HT de red. Assainissement Usagers	97.4%
8 790 € HT de redevance Modernisation	1.9%
2 913 € HT de prime d'épuration	0.6%
Pas de factur° de traitement	
Pas de participation Eaux pluviales	0.0%
Pas de travaux facturables	0.0%
Pas de recettes diverses	0.0%

463 525 € HT d'études & travaux 2.4% par les contrats de DSP

6 - Faits marquants de l'année

- Chemisage de 1 700 ml de réseau EU avenue du bois de la ville, rue du jeu de paume à Saint Palais et bourg d'Aïcirits à Aïcirits
- Recalibrage du réseau EU rue de la Bidouze et en amont du PR Saint Jean à Saint Palais
- Mise en séparatif du réseau et des branchements sur Béhasque (rue Agerrea) et sur Aïcirits



28
communes

12 388
habitants

Taux de complétude des
données : 83 %

1 - Présentation du service d'assainissement

8 100 habitants desservis par le service

65% de couverture

104.61 km de canalisations

77.4 Hab/km

30 stations d'épuration

663 291 m³ traités comptabilisés

Pas de bassin de stockage

39 postes de refoulement

7 autorisations de déversement d'établissement industriel

100% en Régie

2 - Le service rendu aux usagers

4 808 abonnés

1.68 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

3 - Collecte des effluents

10/120 d'indice de connaissance patrimoniale
80/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
Taux de renouvellement non connu
2.00 km de réseaux curés, soit 1.9 %
Pas de désobstructions enregistrés
5.7 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Epuration des effluents

12.2% des flux traités conformément aux exigences européennes

12.2% d'équipements conformes

24 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

37.5% de bilans conformes aux arrêtés locaux **15 NC**

140 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

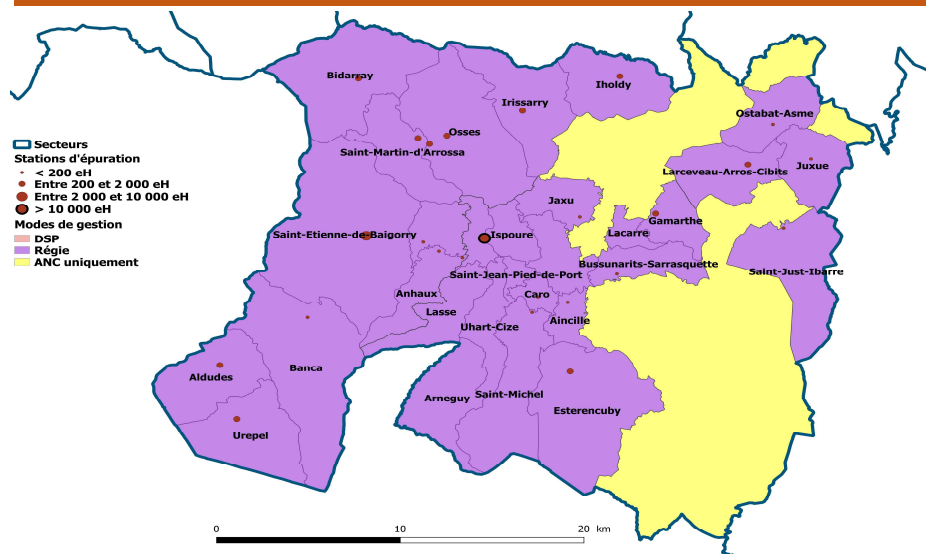
1 108 776 € HT de recettes d'exploitation

898 872 € HT de red. Assainissement Usagers	81.1%
151 471 € HT de redevance Modernisation	13.7%
33 996 € HT de prime d'épuration	3.1%
Pas de factur° de traitement	
Pas de participation Eaux pluviales	0.0%
Pas de travaux facturables	0.0%
24 437 € HT de recettes diverses	2.2%

106 344 € HT d'études & travaux

6 - Faits marquants de l'année

- Poursuite des schémas directeurs de Haute-Soule & Lohitzun
- Etude préalable à la rénovation de la station d'épuration de Viodos



30
communes

14 702
habitants

Taux de complétude des
données : 85 %

1 - Présentation du service d'assainissement

8 952 habitants desservis par le service

61% de couverture

77.59 km de canalisations

115.4 Hab/km

26 stations d'épuration

553 955 m³ traités comptabilisés

Pas de bassin de stockage

74 postes de refoulement

9 autorisations de déversement d'établissement industriel

100% en Régie

2 - Le service rendu aux usagers

4 465 abonnés

2.00 Hab/Abo

Pas de débordement chez l'utilisateur

3 - Collecte des effluents

36/120 d'indice de connaissance patrimoniale
0/120 d'indice de connaissance des rejets au milieu naturel
0.44% de renouvellement des réseaux dans l'année
Pas de réseaux curés enregistrés
Pas de désobstructions enregistrés
9.0 points de curage fréquents (points noirs)/100 km

4 - Épuration des effluents

36.8% des flux traités conformément aux exigences européennes

100.0% d'équipements conformes

36 bilans 24h règlementaires réalisés sur les STEP > 2 000 eH

67.8% de bilans conformes aux arrêtés locaux **10 NC**

89 t de boues produites (100 % vers une filière conforme)

5 - Indicateurs financiers

667 098 € HT de recettes d'exploitation

519 386 € HT de red. Assainissement Usagers	77.9%
68 036 € HT de redevance Modernisation	10.2%
76 951 € HT de prime d'épuration	11.5%
Pas de factur° de traitement	
2 500 € HT de participation Eaux pluviales	0.4%
Pas de travaux facturables	0.0%
225 € HT de recettes diverses	0.0%

425 707 € HT d'études & travaux

6 - Faits marquants de l'année

- Chemisage de réseaux à Saint-Jean-Pied-de-Port et Ascarat



158
communes

315 349
habitants

Taux de complétude des données : 90 %

1 - Présentation du service d'assainissement non collectif

55 025 habitants desservis par le service

17% de couverture

22 812 installations

2.4 Hab/installation

100% en Régie

2 - Le service rendu aux usagers

140/140 Mise en œuvre de l'assainissement non collectif

3 - Réalisation du service

2 935 contrôles de fonctionnement dans l'année

756 contrôles de conception dans l'année

256 contrôles d'exécution dans l'année

303 installations entretenues par le service dans l'année

4 - Performance des installations

75.7% Taux d'installations sans danger sanitaire ou environnemental
(définition réglementaire)

59.4% Taux d'installations contrôlées non conformes (inclus des non conformités
sans danger sanitaire telle qu'une installation non accessible)

820 installations non contrôlées au 31/12

5 - Indicateurs financiers

705 824 € HT de recettes budgétaires d'exploitation

47 778 € HT d'études & travaux